

SPIP MO d'Aix-en-Provence : Les agents à bout, une direction absente !

Depuis de nombreux mois, les CPIP du SPIP MO d'Aix-en-Provence alertent leur hiérarchie sur une situation devenue intenable : surcharge de travail chronique, conditions d'exercice dégradées, absence de réponses concrètes de l'administration et relations difficiles avec un Magistrat de la juridiction, venant fragiliser toujours davantage les prises en charge.

Ces difficultés ont pourtant été évoquées à de multiples reprises lors des CSA ainsi qu'en formation spécialisée. Les agents ont multiplié les alertes, fait remonter leurs inquiétudes et signalé les conséquences directes de cette organisation défailante sur leur santé et sur la qualité du suivi des personnes prises en charge.

Face à cela, quelle réponse de la direction d'antenne et du siège ?

Aucune solution réelle :

Pendant plusieurs mois, un groupe de travail a été réuni autour d'un prétendu "mode dégradé". Cette note a finalement été présentée à l'ensemble de l'équipe à la toute fin d'une réunion de service, sans véritable échange ni prise en compte des remontées du terrain.

Or cette note de fonctionnement dégradé ne répond en rien aux difficultés concrètes auxquelles les agents sont confrontés quotidiennement. Elle ne traite ni la surcharge massive des portefeuilles, ni l'épuisement professionnel des personnels, ni les tensions persistantes avec la juridiction. **Elle apparaît aujourd'hui comme un simple outil de communication destiné à masquer l'absence de réponse adaptée.**

Face à cette inertie, plusieurs CPIP ont pris leurs responsabilités en restituant un certain nombre de dossiers à leur hiérarchie.

Ce surplus représente plus de 460 dossiers :

Cette démarche a été formalisée par mail. Dans le même temps, les agents ont saisi la médecine du travail ainsi que les psychologues du travail afin d'alerter sur les risques psychosociaux majeurs auxquels ils sont désormais exposés.

Car il faut nommer les choses : les agents sont épuisés :

La surcharge de travail, le manque de soutien institutionnel, les injonctions contradictoires et l'absence de prise en compte des alertes mettent aujourd'hui les personnels en danger.

Et quelle a été la seule réponse apportée par la hiérarchie à la remise de ces dossiers ?

Le rappel de la note de service "mode dégradé" :

Une réponse totalement inadaptée à la gravité de la situation, laissant supposer naïvement que les agents ont mal lu la note et ne la déclinent pas de manière appropriée, mais qui illustre surtout l'incapacité de cette hiérarchie à répondre concrètement aux difficultés des agents. Les alertes répétées concernant les relations avec la juridiction demeurent, elles aussi, sans réponse.

Mais cette dégradation des conditions de travail ne touche pas uniquement les CPIP :

Le personnel administratif se retrouve lui aussi dans une situation extrêmement préoccupante. À compter du 1er juin, avec la bascule de PRISME, les agents administratifs devront fonctionner à seulement deux personnes pour absorber une charge de travail toujours plus importante, dans un contexte de réorganisation déjà particulièrement tendu. Là encore, les alertes existent, mais aucune anticipation sérieuse ni renfort concret ne semblent avoir été prévus.

Les personnels de surveillance sont également directement impactés par cette gestion défailante des effectifs. Le départ prochain d'un collègue à la retraite intervient sans qu'aucun remplacement ne soit annoncé à ce jour, faisant peser une charge supplémentaire sur des équipes déjà fragilisées et accentuant encore les difficultés de fonctionnement du service.

Aujourd'hui, c'est **l'ensemble des personnels du SPIP d'Aix-en-Provence** qui subit les conséquences d'un manque criant d'anticipation, d'écoute et de pilotage.

Cette situation ne peut plus durer :

L'arrivée du nouveau directeur interrégional doit enfin permettre une prise de conscience de l'urgence de la situation. **Les agents attendent désormais que le chef d'antenne assume pleinement ses missions et apporte enfin des réponses concrètes aux difficultés rencontrées. Car depuis son arrivée, le "mode dégradé" semble surtout ne s'appliquer qu'à lui-même.**

Les agents du SPIP d'Aix-en-Provence demandent :

- des mesures immédiates de protection des personnels
- une réelle prise en compte de la surcharge de travail
- un traitement sérieux des risques psychosociaux
- des réponses concrètes concernant les relations avec la juridiction
- des effectifs adaptés aux besoins réels des services
- une organisation de travail respectueuse de la santé des agents et des missions du service public.

Il y a urgence !

L'épuisement professionnel des agents n'est ni une impression, ni un inconfort passager: c'est aujourd'hui une réalité alarmante que l'administration ne peut plus ignorer.